

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?499-essai-sur-la-guerre-du-golfe-1-4>



Essai sur la guerre du Golfe (1/4)

- Nos textes - Textes de sympathisants - Saint-James Daniel -

Date de mise en ligne : vendredi 5 août 2011

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Un résumé de ce texte a été publié dans « Quand même... » Bulletin du cercle Berneri n°1 de juin 1991, suivi du compte-rendu du débat auquel il avait donné lieu lors de sa présentation le 10 février 1991. Comme lors de sa parution, et en accord avec l'auteur, le texte n'est pas signé.

Les positions de l'auteur ne recourent pas forcément les nôtres sur certains points (le Â« capitalisme d'Etat Â»,...), mais sa réflexion érudite et vivifiante montre de manière éclatante, à vingt ans de distance, que l'intelligence et le sérieux ne sont pas incompatibles avec des engagements politiques radicaux, chose que l'on aurait facilement tendance à oublier de nos jours.

Précédant le texte, la présentation du groupe et l'introduction de la brochure.

- **Y a-t-il une théorie des guerres qui soit satisfaisante ? (ci-dessous)**
 - [A propos du Proche et du Moyen-Orient : Quelques mots d'histoire](#)
 - [Le Proche et le Moyen Orient de 1945 à 1979.](#)
 - [La situation au Proche et Moyen Orient après 1979](#)
-

Pourquoi un Cercle Berneri ?

Berneri naît à Milan en 1897 et milite très tôt dans les jeunesses socialistes. En 1914, son antimilitarisme le pousse à la rupture et l'amène à l'anarchisme.

Il participe au vaste mouvement d'agitation de l'après-guerre (le « biennio rosso ») et s'oppose dès le début au fascisme. Il poursuit son activité en Italie jusqu'au moment où sa vie est directement menacée et décide alors d'émigrer, en 1926. Il restera en France pendant presque dix ans, entre séjours en prison et expulsions, collaborant à la presse anarchiste de langue italienne, française et espagnole. Il sera parmi les premiers à se rendre en Espagne au moment où éclate l'insurrection révolutionnaire.

Sa production se compose essentiellement d'articles et d'études brèves, où il pose plus de questions qu'il n'offre de réponses. Il vit intensément la crise des mouvements révolutionnaires des années 20 et 30 et l'observe avec une extrême indépendance de jugement. Il définit son anarchisme comme « critique » et est d'ailleurs considéré comme « hérétique » même parmi les anarchistes. Ouvert à la discussion avec les militants d'autres courants politiques, trop modéré au goût de ceux qui cultivent la violence verbale et l'isolement extrémiste, il sera pourtant assassiné à Barcelone en mai 1937 par les staliniens pour ses prises de position particulièrement nettes : Il avait critiqué Togliatti (alors secrétaire de l'Internationale communiste), pris la défense du POUM et s'était opposé à la participation de la CNT au gouvernement.

Depuis le mouvement anarchiste a eu tendance à l'embaumer plutôt que tenter de répondre à ses questions. On a généralement évité de discuter après sa mort des choses discutables qu'il avait dites de son vivant.

Qu'est-ce qui nous lie à lui ? L'amour des hommes, le désir d'une société d'individus libres et égaux, sans classes et sans Etat, l'intérêt pour l'auto-organisation (conseils ouvriers et soviets, etc.), la critique du capitalisme, de l'obscurantisme religieux, de l'élitisme jacobin, de la bureaucratie, de l'étatisme. Mais surtout une tension et une façon d'être : La passion de la discussion, contre les vérités acquises, les interprétations sclérosées, le dogmatisme.

EN GUISE D'INTRODUCTION

Le cercle Berneri ne constitue pas un groupe de plus cherchant à définir une ligne politique dans le but de la faire prévaloir. Il entend contribuer au dépassement de divisions désastreuses pour un mouvement d'émancipation humaine aujourd'hui plus diminué que jamais. Cela implique bien entendu de reconnaître les raisons de ces antagonismes (qui se sont par exemple exprimés entre le marxisme et l'anarchisme), mais aussi de surmonter les cloisonnements nationaux, qui enferment les réflexions et les actions critiques dans des horizons étroits.

L'internationalisme n'existe plus guère qu'à l'état de traces infimes dans l'opinion publique, même si quelques organisations s'en réclament toujours et en défendent le principe. La réflexion critique subit le poids de cette régression au point qu'elle s'est montrée incapable d'intégrer les développements historiques déconcertants qui sont en cours depuis plusieurs années à l'est de l'Europe, dans ce qui fut longtemps le centre de la contre-révolution mondiale. Ces événements ne sont pour ainsi dire pas discutés alors qu'ils ont invalidé nombre de postulats et qu'ils entraînent un bouleversement des équilibres stratégiques fondamentaux. Mais cette défaillance générale de la pensée critique est ancienne : elle n'a par exemple guère fourni d'analyse qui sache prendre la mesure de l'évanouissement des mouvements sociaux de la fin des années 1980 ou de ce qui a été appelé depuis une vingtaine d'années la « crise économique mondiale ».

Le manque de compréhension ne crée pas à lui seul la résignation ou l'abattement, si répandus de nos jours, mais c'en est un aliment non négligeable. Le cercle Berneri se veut une occasion de discussion ouverte. Le but n'est pas de créer une unité idéologique mais de permettre la mise à jour des divergences, dans la mesure où elles enrichissent la discussion collective. La participation à ces discussions suppose le rejet préalable et conscient de tout dogmatisme et de l'illusion « d'avoir toujours eu raison face au monde entier et sur l'essentiel », qui en est la source. Elle s'inscrit dans le rejet de toutes les formes de jacobinisme, selon lequel le bonheur général et la vie de chacun devraient être décidés par une petite minorité éclairée, quelle soit déjà au pouvoir (bourgeoisie prétendument libérale ou bureaucratie prétendument socialiste) ou qu'elle aspire à y parvenir (dans le monde dit « capitaliste » comme dans le monde dit « socialiste »).

Le projet d'un tel cercle a été envisagé dès l'automne 1990. L'imminence de la guerre au Moyen-Orient a déterminé le thème des premières rencontres. Les deux centres de nos préoccupations ont été constitués par l'insatisfaction devant le contenu du mouvement contre la guerre en France (son incapacité à dépasser sa rhétorique pacifiste et ses défilés rituels) et la complexité de la question des rapports internationaux et nationaux au Proche et au Moyen-Orient.

L'unité des textes de cette brochure se trouve donc dans le processus de leur élaboration (ils proviennent de préparations et de comptes-rendus de discussions, ou de réactions à celles-ci). On n'y trouvera pas l'achèvement de travaux de spécialistes que nous ne sommes pas. Le fil conducteur de notre activité n'est pas davantage la recherche d'analyses clinquantes, mais le refus de tous les régimes existants, dans l'idée que la fin de la domination et de l'exploitation peut toujours s'incarner dans des forces sociales.

Les termes de la question nationale, tels qu'ils se dégagent des processus historiques au Proche et au Moyen-Orient, dans les Balkans et à l'Est de l'Europe, sont le sujet de la deuxième série de discussions.

Paris, le 26 mai 1991

Essai sur la guerre du golfe

Y a-t-il une théorie des guerres qui soit satisfaisante ?

La guerre du golfe devrait nous mener à quelques réflexions qui pourraient aller plus loin que les habituelles considérations traditionnelles qui y voient la poursuite de l'économie ou celle de la lutte de classes par d'autres moyens. Car est-ce si sûr, tout au moins si on veut en faire une sorte d'automatisme ?

Le plus souvent les marxistes, quelles que soient par ailleurs leurs divergences, et avec eux bien des écoles de pensée ou d'action contestataires, ou encore beaucoup de groupes se disant révolutionnaires, voient dans les guerres la seule manière pour le système de sortir de la crise qu'il connaît à un moment donné. Par une sorte de logique implacable, le déroulement normal de l'activité économique ne peut mener qu'à des contradictions fondamentales liées de manière plus ou moins bien articulées à la baisse tendancielle du taux de profit, à la montée de la lutte de classes, au chômage, et à la nécessaire concentration du capital, et le tout finalement ne peut que déboucher sur une conflagration internationale.

Cette thèse contient certainement une part de vérité pour le passé, et encore à condition de la modérer quelque peu pour prendre en compte d'autres phénomènes qui tiennent tant à l'histoire qu'aux réactions des peuples eux-mêmes, mais elle devient plus douteuse lorsqu'on l'applique sans précaution et d'une manière rigide à l'époque présente.

Avant même de discuter plus profondément ces thèses et leur bien fondé, il faut déjà remarquer qu'elles ne s'appliquent *stricto sensu* qu'aux guerres à l'époque du capital, et en principe ne sauraient être projetées sur les guerres de l'Antiquité ou du Moyen Age, pour s'en tenir au bassin méditerranéen et à l'Europe, ni même, sans précautions suffisantes, aux guerres des périodes précapitalistes.

Or, dans le passé, beaucoup de guerres ont été déclenchées justement pour former des entités nationales qu'elles ont d'ailleurs fortement déterminées. Elles ont traduit dans la réalité quotidienne la volonté d'une bourgeoisie locale plus ou moins développée de lutter pour le droit d'exploiter elle-même son propre peuple, que ce soit contre la classe féodale ou pseudo féodale locale, ou contre une bourgeoisie étrangère colonisatrice. Lorsqu'on fait cette remarque, on admet du même coup qu'il n'y avait pas nécessairement derrière une crise grave en route, ou du moins une crise économique du capital en tant que tel. Sans doute, observe-t-on dans les guerres de formation nationale, une crise de la classe dominante, mais cette crise naît dans une situation dynamique pour la nouvelle classe montante, face une incapacité de l'ancienne à maintenir le *status quo*, et, plus encore, à réaliser les transformations que le développement social, culturel et technique exige. Ceci est tout à fait évident dans toutes les guerres de décolonisation. Il en va de même pour bien des guerres de révolution dite bourgeoise. Dans chaque cas particulier, il y aurait lieu d'étudier pourquoi la classe dominante en déclin connaît justement une telle crise. Il n'est pas question de revenir sur les guerres des siècles passés, mais une telle caractérisation sera nécessaire dès que je tenterai de rendre compte des guerres de décolonisation telles qu'elles s'inscrivent dans le capitalisme d'aujourd'hui.

Pour la clarté et la compréhension, il conviendrait donc de séparer soigneusement les guerres entre états capitalistes développés, des autres. Bien entendu cela n'est guère possible, justement parce que le monde est inégalement développé. Il reste, encore aujourd'hui, bien des régions qui, sans doute sont soumises à la domination du capital au sens large, mais ne sont pas pour autant entièrement soumises à son mode de production et d'organisation au niveau local.

Toutefois j'utiliserai quand même une image idéale d'un monde qui ne connaîtrait qu'une sorte de capitalisme pur déjà installé ou en cours d'installation complète, et négligerai provisoirement les autres aspects.

1) La guerre entre états capitalistes. Liaison avec les crises et la lutte de classes.

Souvent les marxistes ou assimilés, c'est-à-dire la plupart des critiques de la société capitaliste, ne veulent voir l'activité d'une telle société idéalisée que sous l'aspect des relations entre la classe dominante et la classe dominée. Si c'est bien là la relation fondamentale qui, finalement, décide de tout, il ne faut pas pour autant négliger les relations à l'intérieur même des classes. Le capitalisme est un système d'exploitation de l'homme par l'homme dans lequel la classe exploiteuse est composée de groupes luttant les uns contre les autres. L'union de ces groupes n'apparaît que dans des périodes de crise profonde, lorsque l'existence même de la classe dominante semble mise en cause. Et encore faut-il distinguer entre la mise en cause de toute la classe dominante dans le monde entier, qui provient de la classe dominée alors unie pour renverser le système, et la mise en cause de fractions de la classe dominante, par exemple la classe dominante d'un pays attaquée par celle d'un autre, un aspect sur lequel je reviens plus loin.

Dans le système du capitalisme libéral, la lutte entre groupes composant la classe dominante se rencontre déjà dans chaque pays, dans chaque classe dominante autochtone. Elle se traduit par le phénomène de la concurrence, qui sans doute est en dernière analyse une lutte pour le contrôle de telle ou telle fraction de la classe travailleuse, et donc pour l'obtention d'une part toujours plus forte de la plus-value. Dans des pays où règne le capitalisme d'Etat, on pourrait soutenir que la concurrence n'existe pas à l'intérieur de la classe dominante, celle-ci étant simplement canalisée dans les règlements propres au carriérisme bureaucratique. Bien entendu les choses ne sont pas si simples, comme le montrait et le montre toujours le fonctionnement quotidien de l'URSS. On peut cependant concéder que la lutte pour l'appropriation directe de la plus value apparaît moins clairement que lors de la concurrence entre entreprises du capitalisme dit libéral, et encore.

Toutefois le capital pour réaliser ses buts, c'est-à-dire pour satisfaire à sa pulsion fondamentale : accumuler, doit nécessairement entrer sur des marchés. Il y entre tant pour trouver des débouchés pour sa production que pour se procurer les matières premières nécessaires à réaliser celle-ci. Par définition le capital a une vocation internationaliste, il ne peut rester confiné éternellement à l'intérieur de frontières, sauf à stagner, et la stagnation signifie pour lui la mort. Son expansion hors de frontières nationales, héritées d'un passé plus ou moins lointain ou résultant de la formation même de l'entité nationale confondue avec l'accumulation primitive, est donc une obligation. Mais dès qu'il sort de ses frontières, un capital national donné se trouve immédiatement face tant à des forces hostiles qu'à des forces concurrentes. C'est pourquoi, dans le passé, cette expansion a pris le plus souvent la forme d'intrusions violentes utilisant la force brute. Ainsi s'est-elle coulée dans des guerres de type colonial pour mettre la main sur des sources de matières premières et s'assurer certains débouchés. Ce type de guerre a opposé, dans un combat nécessairement inégal, des états capitalistes déjà développés, donc détenteurs de moyens techniques et de ressources tant humaines que financières, à des pays, voire des groupes humains, encore à un stade antérieur et donc dans une situation d'infériorité matérielle évidente. L'issue de ces guerres ne pouvait faire de doute, et elle a été conforme à la logique.

Mais l'expansion hors des frontières a eu aussi à se heurter à d'autres états capitalistes, soit que ceux-ci fussent déjà en position de domination sur la scène internationale, soit qu'ils cherchassent à entrer sur celle-ci. La concurrence capitaliste, même si elle est comme émoussée dans un pays donné par suite de l'influence gouvernementale ou par suite de la structure de capitalisme d'Etat, se retrouve pour ainsi dire exacerbée au niveau de la concurrence internationale. La lutte pour une place dans le concert international peut alors prendre une forme violente, et elle le fera d'autant plus volontiers que l'entrée dans ce concert est comme verrouillée par les protagonistes déjà présents. Ne pouvant y pénétrer par des moyens "pacifiques" le capitalisme demandeur a recours à la guerre comme moyen d'imposer sa présence. C'est finalement l'explication profonde des deux dernières grandes guerres mondiales où s'expriment les tentatives du capital allemand et du capital japonais pour s'imposer à leur juste place dans le concert

des nations.

Il ne s'agit pas ici de présenter le capital allemand et japonais comme des fauteurs de guerre dont seraient venus tous les malheurs de l'humanité, mais c'est un fait que le militarisme y a joué un rôle considérable, à la fois comme moyen d'assurer la cohésion nationale et comme moyen de s'imposer à l'extérieur. Bien entendu les capitalismes déjà en place voyaient d'un mauvais oeil l'apparition de ces nouveaux venus, de ces nouveaux riches grossiers et mal élevés, et c'est pourquoi ils ont, eux aussi, cultivé, ou plutôt continué de cultiver un nationalisme et un militarisme qui ne le cédait en rien à celui de leurs nouveaux concurrents. Le mélange de ce genre d'ingrédient est explosif et, de fait, il explose.

On ne manquera pas de soutenir que cette vision néglige la crise du capital. Car une des explications marxistes classiques des guerres est d'en faire le moyen de sortir de la crise économique. Et, certainement la guerre restitue l'activité économique, et éponge le chômage de masse. (Comme dit Paul Mattick : " la guerre est le plus grand des keynésiens "). Mais on voit bien des circonstances tout aussi dramatiques, où la situation se résout de manière plus "pacifique". Il y a donc des raisons supplémentaires qui font que la guerre entre états capitalistes se déclenche à un moment plutôt qu'à un autre. Ainsi pour 1914, ou même 1939, on ne peut défendre longtemps l'affirmation que la guerre est une conséquence de la crise antérieure qui n'est pas encore terminée, ou qui laisse encore derrière elle une queue de crise importante. Car, au moment où la guerre éclate, il y a sûrement toujours un marasme, mais la situation ne semble pas suffisamment dramatique pour exiger un conflit généralisé. Et d'ailleurs le pays peut être le plus touché par la crise de 1930, les Etats-Unis, sera le dernier à entrer en guerre, et encore à reculer. Il n'a guère eu à s'en repentir puisqu'il a ainsi assuré la domination du capitalisme américain sur le monde jusqu'à ce jour. Ce que je veux dire ici, c'est que dans des guerres comme celle de 1914 ou de 1939, la concurrence entre capitalistes de différents pays a été plus déterminante que l'existence d'une crise et qu'en tout cas il faut abandonner l'image de capitalistes de nations différentes se mettant d'accord entre eux pour se faire la guerre afin d'assurer l'activité économique, même si, bien entendu, la poursuite d'une guerre fait fonctionner les industries d'armement, réalise une sorte de prospérité.

Une autre argumentation assez commune chez les marxistes et assimilés, et qui est liée à ce qui précède, présente la guerre comme un moyen de canaliser la lutte de classes vers une lutte à l'intérieur de la classe prolétarienne. Il est difficile pourtant de penser qu'en 1914 et même en 1939, la lutte de classes ait atteint un paroxysme tel qu'il ait fallu lancer les masses dans un étripage mutuel. En 1914, par exemple, la social-démocratie, qui aux yeux de la bourgeoisie représentait la classe ouvrière, faisait peut-être encore un peu peur dans les campagnes, mais elle n'effrayait plus guère dans les hautes sphères capitalistes. Elle avait voté les crédits militaires tant en Allemagne qu'en France et avait plutôt tendance à donner, en dépit de son internationalisme proclamé et institué, dans le chauvinisme le plus sordide. On peut évidemment soutenir que la social-démocratie ne représentait pas réellement la classe des exploités, mais la mobilisation de 1914, le départ la fleur au fusil, l'hystérie collective, etc., montrent que si elle ne la représentait pas c'est aussi parce qu'elle était moins chauvine et guerrière qu'elle. Dans un texte que j'aurais du mal à retrouver, Engels se prononce pour le service militaire obligatoire, car dit-il, il faut profiter de la bêtise de la bourgeoisie qui apprend le maniement d'armes à nos jeunes prolétaires. Cette remarque d'Engels est au premier abord elle-même assez bête, mais au deuxième examen elle contient une part de vérité : si la classe exploitée était en état de lutte tellement intense qu'elle en serait pratiquement insurrectionnelle, on ne voit guère où serait l'intérêt pour la classe dominante de donner des armes à son ennemie mortelle, et il faudrait que celle-ci ait atteint un degré invraisemblable d'aveuglement pour y procéder. En 1914 ce n'était certainement pas le cas. Si, dans chaque pays, la classe dominante était aveugle et se précipitait vers l'abîme, elle partageait cet aveuglement avec les autres classes. En revanche lorsqu'en 1917, la révolution russe éclata, libérant du même coup d'autres forces latentes, les mêmes classes dominantes, prétendument aveugles, mirent rapidement fin à leurs jeux sanguinaires, pour se livrer à d'autres passe-temps, c'est-à-dire tenter de reprendre le plus rapidement possible la maîtrise de la situation. Sans doute les classes dominantes ont-elles eu alors une grande frousse. Mais cette frousse est passée assez vite, en quelques années, dès qu'elles se sont rendu compte que la révolution resterait enfermée dans les limites d'un nouvel Etat qui, visiblement, était beaucoup plus sage et traditionnel que ce qu'il avait menacé d'être. La naissance du fascisme en Italie puis en Allemagne peut être expliquée comme canalisation des mouvements

prolétariens qui ont suivi la fin de la guerre de 14. Mais cette explication vaut plus pour l'Italie que pour l'Allemagne. Dans le cas de cette dernière, la persistance de mouvements prolétariens est beaucoup moins évidente. Cela se voit tout de suite dans le fait que Hitler est venu au pouvoir "démocratiquement" par une élection, alors que Mussolini dût avoir recours au coup de force de la marche sur Rome. Et encore, la marche sur Rome fut-elle aussi un coup des fascistes pour s'imposer au capital italien.

En 1939, les classes dominées sont donc suffisamment embrigadées dans des pays comme l'Allemagne, le Japon ou l'Italie, pour que ces pays n'aient aucune raison de se lancer dans la guerre pour les calmer. Or ce sont ces pays qui sont les plus agressifs et non les pays comme la France, l'Angleterre ou les Etats-Unis. Car dans les pays fascistes, le capital a fini par admettre qu'il assurerait au mieux ses intérêts en acceptant la formation d'un Etat totalitaire, et les Etats totalitaires ont aussi leur logique qui, jusqu'à un certain point, échappe à celle du capital, ou plus exactement entraîne celui-ci peut être plus loin qu'il ne le voudrait.

On pourrait objecter qu'avant 1939, une guerre de classes s'est déroulée en Europe : la guerre d'Espagne. On peut en effet considérer la guerre civile espagnole comme un exemple, peut être un des rares porté à ce niveau, où la classe ouvrière a, jusqu'à un certain point, mené une lutte autonome. Mais ce serait, d'une part, négliger certains aspects de la révolution russe qui avaient des caractères prolétariens, mais aussi passer sous silence le fait que la contre révolution espagnole, menée par Franco, visait essentiellement des buts franchement réactionnaires. Il ne s'agissait pas pour elle de défendre un certain capitalisme espagnol, mais bien une certaine forme oligarchique bâtarde caractéristique d'une Espagne encore endormie dans les lambeaux de sa splendeur passé, et ne désirant guère s'éveiller. La république, le renversement de la royauté représentaient certainement une tentative velléitaire d'ouverture de la nouvelle voie capitaliste, la montée au grand jour d'une classe bourgeoise d'un type nouveau et pas seulement liée au grands féodaux propriétaires terriens, et de ce point de vue la contre révolution espagnole n'a pas tant lutté contre les "rouges", même si ce sont eux qu'elle a tués en masse, que contre le nouvel ordre bourgeois qui se profilait. Envisagée sous cet angle, la guerre d'Espagne entre aussi dans le cadre des guerres de formation des entités nationales capitalistes, des révoltes plus proprement bourgeoises.

Donc, en résumé, les thèses classiques d'explication des guerres entre états capitalistes ne sont pas satisfaisantes, surtout lorsqu'on veut en faire des thèses automatiques. De fait toute guerre est surdéterminée. Elle présente des mélanges de diverses causes tant économiques que politiques au sens large. Si, comme le dit Clausewitz, la guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens, il faut comprendre le mot politique dans son acception la plus large, c'est-à-dire, en fin de compte, comme correspondant à tous les aspects de la vie de l'homme en société.

2) Une conséquence inattendue de la guerre entre états capitalistes. La formation de nouveaux états. La naissance du capitalisme d'Etat.

La situation en 1939 était un peu plus complexe que celle qui a été décrite ci-dessus à cause de l'URSS. L'existence même de cet état est un sous-produit inattendu de la guerre de 1914-1918. A partir du moment où la guerre occupe très sérieusement les puissances qui dominent le monde, de nouvelles possibilités s'ouvrent pour d'autres qui peuvent en profiter pour essayer de se faufiler dans le concert international.

C'est le cas pour la Russie du tournant du siècle. Ici, comme en Espagne, perdurait un système autoritaire hérité du passé, mais en fait vermoulu. L'introduction du capitalisme dans un tel pays tenait de la gageure, et de fait il ne touchait que quelques secteurs, laissant complètement hors de sa sphère une paysannerie gigantesque et encore à un stade moyenâgeux pour ne pas dire antérieur. Les implantations qu'il connaissait, saupoudrées de ci de là dans certaines villes du pays, étaient le plus souvent le fait de capitalistes étrangers. Même s'il y eût un développement relativement accéléré de l'industrie à la veille de la guerre de 14, il est impossible d'adhérer à la thèse de Lénine qui prétend qu'en ces quelques années s'est achevé un processus qui prit des siècles en Europe et qui ne put s'accomplir au Japon que grâce à une action systématique et programmée du pouvoir central. Pour Lénine en effet,

la Russie s'est pratiquement muée en état capitaliste moderne en quelques années, et la révolution bourgeoise s'est déroulée en quelques mois (de février à octobre 1917) permettant ainsi à la révolution prolétarienne d'éclater en octobre. En fait la révolution "bourgeoise" en URSS s'est poursuivie beaucoup plus longtemps, et on peut même dire qu'elle se poursuit encore aujourd'hui, car la révolution bourgeoise signifie le développement industriel, la transformation du travail en travail salarié, les changements dans les relations entre hommes, c'est-à-dire une nouvelle forme d'exploitation de l'homme par l'homme. Ceci est complètement indépendant des prétentions idéologiques des dirigeants qui peuvent bien, de bonne foi ou non, se proclamer marxistes, prolétariens, soviétiques, socialistes, communistes ou autres, en dépit du sens des mots. De fait, il s'agit, et de nouveau l'exemple du Japon et de l'Allemagne wilhelminienne est là pour nous en rappeler la nécessité de fer, d'installer un pouvoir centralisé suffisamment fort pour imposer dans un pays qui se ferme à l'extérieur, l'accumulation primitive du capital. Une situation analogue se retrouve après la guerre de 1939 avec la formation de la Chine dite populaire. La volonté de sortir d'un système archaïque, ici encore en opposition avec le reste du capital mondial, y a demandé l'instauration d'un régime centralisé, qui peut bien se dire communiste, mais n'est qu'une autre forme de régime d'exploitation.

Autrement dit, dans la situation mondiale de capitalismes nationaux déjà en place, pour tout pays qui se développe industriellement en opposition au reste du capital mondial, une forme ou une autre de capital d'Etat est nécessaire et inévitable. En général ce capital d'Etat, dans sa volonté d'imposer une modification accélérée des structures sociales et des mentalités devra même avoir recours à une forme totalitaire dictatoriale, accompagné d'un culte de la personnalité. Loin d'être une déviation ou une dégénérescence, ce culte et cette dictature sont une nécessité intrinsèque à toute transformation de ce type. A côté des archétypes léninistes ou staliniens, on peut en trouver des formes caricaturales et grotesques, mais toujours épouvantables et sanglantes, ne visant même plus à la transformation du pays, mais simplement au maintien du pouvoir d'un homme et de sa garde prétorienne, le tout dans une atmosphère de haine tribale raciste, comme par exemple chez Imin Dada ou Bokassa.

3) La situation d'après-guerre et l'équilibre de la terreur. Fin des guerres entre états capitalistes développés ?

L'après-guerre de 1939 laisse une situation inattendue et, en fait, jamais encore vue dans l'histoire humaine. Les nécessités de la guerre avaient conduit le capital dit libéral à s'allier au capital d'Etat, pourtant proclamé sous le nom de socialisme comme son pire ennemi, pour écraser un autre capitalisme prétendument libéral, en fait caractérisé par une forte dominante du pouvoir central. Cette situation proprement inouïe, a résulté de facteurs assez étonnants qui ne peuvent pas recevoir d'explication par le simple examen des nécessités capitalistes en général, mais qui tiennent de la personnalité des hommes dirigeants les peuples et de leurs choix politiques. Avant la guerre de 39, Hitler n'avait pas hésité à s'allier à Staline par un pacte aux clauses plus ou moins secrètes, selon lequel ils se partageaient l'Europe, sinon le monde. Lorsqu'en 1941, le führer attaqua la Russie, il commit une de ces bourdes inexplicables, pas tellement peut être parce qu'il n'allait pas réussir à l'occuper et à la défaire complètement, mais parce que la montée en puissance qu'aurait représentée une telle conquête ne pouvait que lancer les Etats-Unis dans la guerre. A terme, même si ceux-ci n'avaient pas subi l'attaque japonaise (peut-être provoquée ?) de Pearl Harbor, ils n'auraient pas pu faire autrement que de s'opposer à une telle hégémonie allemande. La puissance industrielle américaine, une fois mise en branle, ne pouvait qu'obtenir la défaite de l'Axe et du Japon dès qu'elle appliquerait à l'organisation de son armée ce qui avait fait son succès dans le domaine industriel. La manière dont furent menés le débarquement en Europe et la reprise de tout l'Extrême Orient, rappelle inévitablement l'organisation de ces chantiers géants, à l'échelle d'un continent, comme la Tennessee Valley Authority ou la domestication du Missouri. Mais à côté de cette puissante organisation, les Américains introduisirent un nouveau type de guerre de masse. Ils écrasèrent sous un déluge de matériel les forces ennemies. Avec un cynisme remarquable, ils détruisirent systématiquement les zones de production et les travailleurs qui s'y trouvaient, sachant pertinemment qu'il faut quelques mois pour reconstruire une usine et vingt ans pour refaire un ouvrier. Ils se livrèrent à des bombardement terroristes comme celui de Dresde, se soucièrent comme de l'an quarante de préserver les populations civiles, même prétendument alliées. Ils n'hésitèrent pas à lancer, à un moment où cet acte n'était plus tellement stratégiquement nécessaire, deux bombes atomiques sur le Japon, probablement pour montrer aux Russes leur nouvelle force et ouvrant l'ère nouvelle que nous vivons aujourd'hui.

C'est ici que nous rencontrons clairement le phénomène majeur qu'a introduit la dernière guerre : la symbiose entre la recherche scientifique et la guerre elle-même. Certes la guerre a toujours eu pour effet de créer des bouleversements techniques, mais la volonté de mettre au point des armes nouvelles, d'appliquer toutes les plus récentes découvertes, et mêmes de financer et de créer des équipes de recherche, a été particulièrement poussée dans cette période. Et il ne s'agit plus de faire quelques avions, ou d'avoir des chars ou des canons perfectionnés en nombre toujours plus grand, mais bien d'aller nettement plus loin dans l'organisation, le développement et la coordination d'armes meurtrières.

Si les Allemands avaient déjà montré la voie à ce genre de développement nouveau dès 1914, et s'ils l'avaient encore accentuée au cours de la dernière guerre mondiale, ils ne purent y mettre ni la volonté, ni l'argent, ni la puissance industrielle, ni les hommes, comme le firent les Américains. Il est, là encore, remarquable que ce développement militaro-industriel soit parti de la volonté de personnes bien définies comme Roosevelt et divers savants internationaux, en majorité des juifs bouleversés par les premières révélations sur les camps d'extermination, volonté qui s'opposa à l'opinion générale de l'armée et de l'industrie, peu favorables aux changements de leur routine.

Bien entendu on pense tout de suite à l'arme atomique, mais il ne faut pas oublier non plus ces développements remarquables que représentent les radars et les nouvelles formes de télécommunication, les avions à réaction et les bombardiers géants (preuves de ce que l'homme domine maintenant les problèmes de l'aéronautique), ni les fusées, d'ailleurs développées plus particulièrement par les Allemands. Si l'on veut bien imaginer ce qu'aurait représenté l'alliance de la bombe atomique avec les V2, ces fusées de la fin de la guerre que les Allemands firent tomber dans le Saint Laurent, on se rendra compte de la folie qu'ont représentée pour le nazisme la persécution des juifs par Hitler, dans un pays où ils passaient pour être les plus patriotes et les plus assimilés, sa volonté de gêner un certain développement de la physique moderne qualifiée par les idéologues de son parti de dégénérescence juive. On peut certes prétendre que la victoire des Américains est en quelque sorte un détail : si Hitler avait gagné, c'est un autre aspect du capital qui aurait triomphé, et voilà tout. Mis à part que les détails ont leur importance, c'est dans cet environnement que nous vivons aujourd'hui et auquel nous devons nous adapter.

Ce qu'il y a de remarquable dans l'association bombe atomique fusée intercontinentale, c'est que sa réalisation ne pose pas de problèmes fondamentalement insolubles. Il suffit d'une industrie un peu développée, même si elle est rudimentaire et parfaitement incapable de produire les biens de consommation caractéristiques du monde capitaliste occidental d'après-guerre. Il en va de même avec la bombe H, la bombe thermonucléaire. C'est dire que la mise au point des armes atomiques était tout à fait réalisable en URSS. Sans doute, en rajoutant encore sur la stupidité du Lénine de Matérialisme et empiriocriticisme et copiant ainsi les nazis, ses dirigeants condamnaient la mécanique quantique et la relativité comme sciences bourgeoises, et mettaient en prison nombre de savants. Mais ils avaient, si l'on peut dire, un avantage sur les Allemands : celui d'avoir vu de leurs yeux les effets de ces sciences. Ils laissèrent tomber les obligations idéologiques et entrèrent eux aussi dans la collaboration science-armée. Faire exploser une bombe atomique ne devenait qu'une question d'années. Et, sauf si les Etats-Unis étaient entrés en guerre contre les Russes dès 1945, l'évolution ne pouvait que mener à l'équilibre de la terreur qui allait s'imposer au monde et modifier de manière fondamentale le type de relations entre nations. Car, passe encore qu'un belligérant puisse détruire complètement le pays adverse, mais que l'adversaire puisse en faire autant, que les retombées sur soi de sa propre action ne soient pas négligeables et que surtout une augmentation importante de la radioactivité ambiante puisse éventuellement supprimer toute vie, ou en tout cas empêcher toute reprise du travail et donc de l'exploitation de celui-ci, voilà des ennuis tout nouveaux.

Autrement dit, les pays capitalistes développés ont été et sont toujours condamnés à vivre dans la paix, ou du moins en dehors de toute confrontation directe qui les mènerait à un conflit qui, par sa logique même, déboucherait sur une apocalypse généralisée. Contrairement à ce que disent les adversaires de l'armement nucléaire, c'est, dans le cadre du système capitaliste développé, cet armement qui interdit tout affrontement majeur. Bien entendu on peut prétendre qu'il peut y avoir des affrontement accidentels. C'est en effet la thèse de nombreux romans ou films de la

Planète des Singes au Docteur Folamour. C'est aussi celle de Paul Mattick qui affirme que de même que le capital ne peut être maître de son économie, de même il ne peut être maître de sa politique internationale et par conséquent finira par une confrontation majeure.

Il est difficile de retenir cette thèse, car si on l'admet, cela revient à dire que l'on s'interdit toute réflexion et toute action sur le développement possible de l'histoire entre les hommes. Mais en fait cette thèse est contraire à l'expérience quotidienne, telle qu'elle a été vécue depuis la fin de la guerre. Il y a eu beaucoup de confrontations entre les deux Grands, pour employer le langage consacré, mais toujours celles-ci sont restées dans des limites bien déterminées. Pendant les quarante dernières années, elles n'ont jamais mis réellement en cause les accords de Yalta. Contraint par le niveau même atteint par son propre pouvoir de destruction, le capitalisme a dû fonctionner dans le cadre strict de ses propres lois de développement économique normal, sans pouvoir en quelque sorte s'en échapper par le recours à des destructions, certes massives mais limitées, qui étaient caractéristiques des guerres du passé.

4) Les confrontations d'après-guerre. L'environnement mondial dans la période 1945-1989.

La fin de la guerre laisse l'Europe passablement détruite, et l'Orient complètement bouleversé. Les Américains, tirant les leçons des suites de la guerre de 14 allaient gérer la situation nouvelle de manière passablement intelligente et imposer leur domination, c'est-à-dire celle du capitalisme le plus avancé. D'abord, ils eurent bien soin de ne pas laisser s'installer de vacances du pouvoir dans les pays qu'ils libéraient, qui eussent pu dégénérer en on ne sait quels mouvements de masse. Puis ils proposèrent aux pays libérés, mais aussi à leurs alliés, Russes compris, le plan Marshall de redressement et de reconstruction. Ce plan avait le double avantage de permettre d'écouler certains surplus à la technologie avancée par rapport aux pays où elle s'installait, mais déjà passablement dépassée par rapport aux Etats-Unis eux-mêmes, de rebâtir une classe ouvrière de producteurs, mais dans un environnement de relative paix sociale, et enfin de rétablir des relations mondiales dans le cadre des relations capitalistes d'échange sous la direction du capital principal et à son profit. Les Russes refusèrent d'entrer dans cette logique, déjà parce que Staline et les dirigeants bureaucratiques, gens du XIXe siècle, raisonnaient encore dans l'ancienne logique. Pour Staline seules les divisions militaires comptaient, et la force brute devait résoudre les problèmes. Mais la classe dominante russe devait aussi confusément sentir que si elle acceptait ce genre de cadeau, c'était en fait une capitulation déguisée qui, à terme, ne pouvait qu'entraîner une transformation de l'Union Soviétique et donc sa propre disparition, au moins sous sa forme présente. Timeo Danaos et dona ferentes. L'Union Soviétique refusa donc et se lança dans une politique de fabrication de glaces, annexant ici, suscitant des mouvements sociaux plus ou moins artificiels là, etc. En fait, elle n'alla jamais au delà de la liberté d'action que lui laissait les accords de Yalta. Elle les avait d'ailleurs appliqués explicitement auparavant en empêchant les communistes d'essayer de prendre le pouvoir en Italie et en France et même en Grèce, ce qui avait évité aux Américains d'avoir à intervenir dans une guerre civile. Mais, lorsque se trouve enclenchée ce genre de politique on ne peut y répondre que d'une façon : s'y opposer. La politique de *contain and roll back* était inscrite dans le devenir historique. Il y a certainement eu à l'époque des stratèges américains pour préconiser l'atomisation de l'URSS, mais outre que cela aurait débouché sur d'autres problèmes (par exemple comment prendre en charge l'immense URSS vaincue et atomisée ?), cela n'était pas non plus dans l'intérêt direct du capital. Que la décision d'en rester là ait été le fait d'une réflexion ou un simple résultat d'hésitations ou d'additions de hasards, elle eut des conséquences importantes en ce qu'elle continua d'accorder un poids relatif aux armées classiques, et que, surtout, elle conduisit à relever l'Allemagne et le Japon. Le monde à cette époque vivait dans la hantise d'une conflagration mondiale, et ceci n'a certainement pas joué un rôle négligeable dans le maintien d'une certaine paix sociale, en dépit de mouvements apparemment spectaculaires. Incidemment, cette menace a été aussi responsable du succès de l'idéologie stalinienne dans l'intelligentsia française qui obscurément ou explicitement croyait à la prochaine victoire des Russes et qui a été fortement impressionnée par ces mouvements.

En réalité, il n'y a jamais eu de confrontation directe entre les Grands. Celles-ci se sont faites par l'intermédiaire de tiers. La première confrontation de ce type vraiment importante a été la guerre de Corée (1950-1953). On peut

interpréter ce conflit à la fois comme une sorte de dernier acte, joué dans le cadre de la situation passée telle que la voyait Staline (le fait que la guerre s'arrête l'année de sa mort n'est pas sans signification), ou encore comme une tentative du bloc "communiste" de tâter les réactions américaines dans le cadre d'une guerre classique, maintenue volontairement dans des limites étroites. La réponse des Américains, intervenant en masse avec des moyens "conventionnels", a montré que des guerres de ce genre, où peuvent se déployer des armées classiques importantes, ne menaient qu'à une impasse dans une sorte d'équilibre sur le terrain. Il en est allé de même pour le blocus de Berlin auquel les Américains ont simplement répondu par un pont aérien gigantesque montrant du même coup et leur puissance organisationnelle et leur force militaire.

La guerre du Viet-nam, en revanche, s'est inscrite dans le cadre des guerres de décolonisation. Les Américains qui, pourtant, avaient bien compris que cette dernière était inévitable, quand il s'agissait des autres, se sont lancés dans cette aventure certainement avec l'idée de se rendre compte sur le terrain s'ils pouvaient tenir ce genre de pays en dépit de l'opposition de la majorité de la population, voire même reconquérir la Chine par personne interposée ou non. La réponse a été aussi négative pour eux que l'a été pour les Russes celle de la guerre de Corée, ou du blocus de Berlin, etc.

De fait pratiquement toutes les confrontations entre les deux Grands se sont déroulées dans le cadre de la réorganisation résultant de la décolonisation. Ceci amène à se poser la question : pourquoi la décolonisation est-elle devenue nécessaire à la fin de la guerre ? Pour répondre à cette question, il faut l'examiner sous deux angles, sous celui des pays colonisés et sous celui des pays colonisateurs.

Clairement nombre des premiers voulaient échapper à la tutelle des seconds. Ceux-ci, pour les exploiter à bon compte, y avaient introduit des rudiments de modernité (c'est-à-dire de rapports capitalistes directs), créant du même coup un embryon de classe bourgeoise, de couche technicienne, et aussi un minimum d'hygiène moderne, entraînant une forte poussée démographique. Cette nouvelle situation était fréquemment explosive, renforcée encore lorsque les colonisateurs n'étaient guère prêts à accorder les libertés politiques et économiques qui eussent peut être permis un développement autochtone contrôlé. Elle l'était aussi d'autant plus que pouvaient s'y ajouter des oppositions au sein de la société autochtone résultant de l'histoire passée, souvent même précoloniale, dont les colonisateurs avaient joué pour s'imposer. Dans certains cas, par exemple dans les Indes Britanniques, la violence latente était telle que les colonisateurs préférèrent abandonner tout de suite. Dans d'autres au contraire, la décolonisation n'a pu se faire sans passer par des guerres. Pour les mener, les colonisés eurent par nécessité recours à une organisation de type militaire hiérarchisée qui, parce qu'elle s'opposait à la puissance colonisatrice qualifiée de capitaliste (même si ce terme ne rend pas proprement compte de l'exploitation coloniale d'avant guerre), adopta souvent une idéologie de type léniniste, et se proclama socialiste. Elle réalisait ainsi du même coup une sorte d'union sacrée contre l'exploiteur et gommait les oppositions latentes. Il en résulta des guerres sordides et sanglantes qui ont paru se terminer par une défaite des colonisateurs.

Mais s'il s'agit bien d'une défaite sur le terrain, peut-on en dire autant lorsqu'on se réfère à la force globale ? La puissance colonisatrice tient sa place dans le concert du capitalisme mondial et ceci n'est en rien un affaiblissement par comparaison avec son ancienne colonie qui, elle, doit toujours tenter de se développer, et souvent, de plus, tout en dominant les forces d'éclatement internes dont j'ai parlé ci-dessus, et qui ont à maintes reprises débouché sur des guerres locales dont la sauvagerie ne le cède en rien à celles de la décolonisation. Et avec quel résultat ! Car qui peut prétendre qu'aujourd'hui le Zaïre pèse plus que la Belgique, surtout dès que celle-ci s'accroche au train européen ? Ou l'Algérie que la France ? Sans parler de l'Ethiopie, de l'Angola, du Cambodge, etc., voire du Viet-nam. Qui ne voit que, très souvent, les anciennes colonies, passé un certain temps qu'on serait tenté de qualifier de veuvage provisoire, ont recours à l'ancienne puissance tutélaire pour les aider ? Quoi qu'il en soit, si hier les colonisateurs envoyaient certains de leurs ressortissants exploiter et administrer les colonies, aujourd'hui ils font venir chez eux de la main d'oeuvre prise dans ces pays, quitte à rendre ainsi leur développement encore plus aléatoire.

Les décennies passées nous ont montré que les puissances colonisatrices elles-mêmes avaient intérêt à sortir de l'administration directe, voire même à abandonner à leur triste sort leurs anciennes possessions. Tout simplement parce que, dans l'après guerre, la vie de ces puissances devait se dérouler dans le cadre même d'un capitalisme international en quelque sorte pur et renouvelé. Certaines fractions de leur classe dominante, ou certains groupes humains dont les intérêts étaient directement liés au maintien de la colonisation pouvaient bien tenter de freiner le cours de l'histoire, ils ne pouvaient qu'échouer à un moment où la concurrence internationale capitaliste, on serait tenté de dire la vraie, s'affirmait. Il devenait en effet nécessaire d'y consacrer toutes ses forces, et ceci d'autant plus que les Etats-Unis, dans leur confrontation "pacifique" avec le bloc "communiste," avaient poussé à la reconstruction, non seulement de la puissance économique de leurs anciens alliés, mais aussi de leurs anciens adversaires, allemands comme japonais. Je ne soutiens évidemment pas un instant qu'il faille voir dans la reconstruction du capitalisme européen et japonais le seul effet de la confrontation entre les Etats-Unis et le bloc communiste. Ce serait mal comprendre le fonctionnement du système, car celui-ci, comme je l'ai déjà remarqué, demande des échanges les plus étendus possibles. La reconstruction s'est donc inscrite dans cette perspective, mais aussi dans le cadre de la rivalité Etats-Unis - Union Soviétique.

L'abandon, contraint ou volontaire, des anciennes colonies à elles-mêmes a cependant des limites. Le système dans son ensemble ne peut se désintéresser des sources vitales de matières premières. C'est pourquoi les producteurs de pétrole, d'uranium ou de métaux rares ont eu droit à des traitements spéciaux. Dans certains cas il y a eu intervention militaire, plus ou moins directe, mais souvent aussi, en particulier lorsque les Etats-Unis ont pris en main cette gestion, utilisation d'autres méthodes prétendument plus douces. Celles-ci découlent tout simplement de ce que les pays producteurs de pétrole par exemple sont présents sur le marché mondial et qu'il est nettement plus facile de les traiter par l'intermédiaire des lois de celui-ci. (Incidentement, il convient de méditer le fait que le Viet-nam n'y était absolument pas représenté.) Les producteurs de pétrole dépendent directement de ce marché et, qu'ils le veuillent ou non, ils ne sont que des wagons accrochés à la locomotive capitaliste mondiale. Ils n'ont pour ainsi dire aucune liberté de manoeuvre réelle, si ce n'est verbale, limitée et occasionnelle. Ils peuvent certainement peser sur les prix, mais pas au delà d'une certaine limite, tout simplement parce que tout ralentissement dangereux de l'activité économique mondiale est immédiatement synonyme d'un ralentissement de leurs propres revenus. Viendraient-ils à remuer par trop qu'ils entraîneraient le déraillement du train, et donc de leur propre wagon.

L'URSS a certes tenté de s'introduire dans les failles qu'ont représentées les mouvements nationalistes de décolonisation, et ceci d'autant plus que ceux-ci adoptaient l'idéologie prétendument marxiste caractéristique du capital d'Etat. Elle l'a fait avec des succès divers et dans l'ensemble plutôt faibles, à l'exception du Viet-nam. Mais la relative victoire du bloc soviétique dans ce cas ne saurait masquer sa défaite générale dans tout l'Extrême Orient, où le développement capitaliste classique s'est fait sans problème majeur dans un certain nombre de pays, montrant pour la première fois qu'une telle évolution pouvait se poursuivre dans le cadre international d'un capital toujours en expansion en dépit de diverses récessions, et comme tel capable d'absorber sur son marché de nouveaux producteurs donc de nouveaux concurrents, mais à ses propres conditions.

Plus intéressantes peut-être sont les tentatives d'autres puissances, allant de la France à la Chine en passant par Cuba, de faire pièce au capitalisme américain dans les pays dits du tiers monde. Là aussi les succès de ces velléités d'indépendance sont restés très limités, mais pas nécessairement leurs conséquences comme je voudrais le montrer dans ce qui suit. De fait celles-ci ne sont pas sans rapport avec la guerre du Golfe et la situation au Moyen Orient.

5) La situation mondiale après 1989 et la faillite du capitalisme d'Etat.

Donner 1989 comme date d'un nouvel arrangement mondial est évidemment passablement subjectif. Cette date est tout simplement commode parce que cette année a vu les craquements spectaculaires du bloc soviétique. Bien entendu ceux-ci résultaient d'un long processus, à l'oeuvre depuis de nombreuses années. Ici encore on peut dire que cet effondrement s'inscrit dans le cadre de cet état de paix surarmée imposé par l'équilibre de la terreur. A partir du moment où on ne peut plus sortir des difficultés, ni résoudre les oppositions exacerbées par le moyen de la

guerre, celles-ci doivent aller à leurs conséquences extrêmes.

Dans les Conseils Ouvriers, Anton Pannekoek cite une comparaison de l'entomologiste américain Howard, entre les deux structures animales qui ont réussi les meilleures adaptations à la surface de la terre : les insectes avec leur peau inattaquable qui couvre tous les points faibles et les mammifères qui soutiennent ces parties faibles par un squelette interne. Il assimile ensuite les états totalitaires (en l'occurrence les nazis) aux insectes et les démocraties bourgeoises (ici la bourgeoisie anglaise) aux mammifères. Ces dernières, dit-il, ont "des os dans le corps". Sur la terre, selon Howard, la lutte entre insectes et mammifères n'est toujours pas terminée, et à la limite on ne peut guère prévoir quelle sera son issue. Pour l'instant les mammifères et, plus particulièrement l'homme, triomphent. De même, dans la lutte entre divers aspects du capitalisme, il apparaît qu'au moins pour l'instant, les démocraties bourgeoises avec leur apparente mollesse externe l'emportent.

Cela provient tout simplement de ce que le système de la démocratie bourgeoise est mieux adapté à la concurrence internationale capitaliste que ces systèmes rigides incapables de souplesse. Le seul problème de la démocratie bourgeoise est justement d'empêcher que la souplesse souhaitable ne se transforme en désordre total générateur de crise. C'est pourquoi l'intervention de l'Etat est devenu une obligation dans tous les pays de capitalisme dit libéral. Il n'y a plus de capitalisme de laissez-faire nulle part dans le monde : partout, de fait, s'est imposé une sorte de capitalisme mixte. Seul varie d'une nation à l'autre le degré de mixité.

La formation de ce type de capitalisme a eu d'autres avantages comme d'intégrer encore plus la classe des producteurs dans le système lui-même. Grâce aux avantages sociaux, sécurité sociale, retraites, assurance chômage etc. le nouveau système a canalisé les revendications de cette classe dans un schéma assez bien défini de négociations codées, menées par des intermédiaires appropriés, syndicats et représentants du patronat, le tout sensé éviter les combats de classe trop accentués. Là encore, le niveau d'intégration atteint, la quantité d'avantages accordés varient fortement d'une nation à l'autre, mais dans l'ensemble du capitalisme libéral ils sont passablement élevés. Le consensus social y est suffisant pour permettre aux dirigeants de toujours chercher à ramener dans le cadre de négociations codées tout mouvement social, même le plus violent, et, dans l'ensemble, d'y réussir.

En même temps que cette reconnaissance officielle de la classe des producteurs, à la condition qu'elle veuille bien se maintenir entre les rails que l'on a prévus pour elle, le système a introduit une consommation de masse. On peut évidemment argumenter qu'il y a aujourd'hui pas mal de monde qui, même dans les pays les plus développés, vit dans la misère sordide, mais cela ne doit pas faire oublier qu'il y a aussi un pourcentage important de gens qui ont accédé à une consommation impensable pour un bourgeois aisé du siècle dernier. Automobile, vacances, voyages à l'étranger, etc. autant de choses qui touchent même les couches travailleuses modestes et qui expliquent pourquoi la situation de prolétaire dans de tels pays puisse sembler à d'autres celle de l'el dorado.

Je n'ai absolument pas l'intention de faire une description quasi idyllique d'un système détestable, mais simplement de rappeler quelques vérités : on vit certainement mieux aujourd'hui dans la classe des travailleurs qu'on ne le faisait au début du siècle, et ceci pour une proportion de gens telle que l'existence de chômeurs et de déshérités puisse apparaître aux yeux de la plupart comme une sorte de malédiction personnelle, et leur faire admettre que tout le problème provient d'une formation scolaire et professionnelle inadéquate et non du mode de fonctionnement d'un système qui entraîne de telles aberrations.

A partir du moment où un système réussit à persuader l'ensemble des hommes qui y vivent du bien fondé de son existence et de la rectitude de ses activités, s'ouvrent pour lui de beaux jours. Dans le cas des systèmes totalitaires cela permet d'imposer plus facilement la loi d'airain et d'entraîner les populations dans des aventures sanglantes et dangereuses. Dans le cas des systèmes de capitalisme mixte, cela permet de demander une augmentation de la productivité, d'imposer des changements importants du mode de production et même des produits. Et il y a là un effet autoamplificateur : lorsque la productivité augmente, la production augmente également, et du même coup la

consommation de la classe productrice. Telle est la raison profonde du succès du capitalisme mixte. Bien entendu ceci demande que le système soit dynamique, qu'il évolue à chaque instant, qu'il se lance sans arrêt dans de nouvelles productions, bref, pour reprendre un de ces mots dont il est si friand, qu'il ait recours à l'innovation. Aujourd'hui le capitalisme mixte ne ressemble plus du tout au capitalisme de la première moitié du siècle, non seulement par cette réorganisation sociale que je viens de rappeler, mais surtout par la transformation de ses productions, donc de ses producteurs. C'est ainsi que des pans entiers de production ont disparu, en particulier ceux qui touchaient à l'industrie lourde. (On se rappelle la grande crise de la sidérurgie.) L'invasion des matières plastiques, de l'électronique etc. répond à cette nouvelle exigence et la détermine en retour. De même la classe productrice change de caractère. Elle incorpore d'avantage de travail intellectuel, d'invention. Dans chaque pays capitaliste développé, il a donc fallu former ces nouveaux spécialistes, ouvrir des universités de masse, tenter de répondre à cette nouvelle demande de force de travail elle-même nouvelle, en montant le niveau d'éducation des autochtones. En même temps on renvoyait à de la main d'oeuvre immigrée tout le travail dit spécialisé, c'est-à-dire pouvant être effectué par des non-spécialistes. Ou bien on reléguait dans des pays semi-développés les productions du genre industrie lourde toujours nécessaires.

En même temps la production d'armement continuait sur un rythme tel que l'on peut parler de complexe militaro-industriel. Là aussi l'intervention de l'Etat est importante et renforce encore le caractère mixte de l'économie. On peut défendre l'idée que la production d'armement est une constante du système capitaliste. Il y a cependant aujourd'hui une grande différence. Certes déjà, l'effet de taille : on n'a jamais vu une telle ampleur dans la fabrication. Mais il y a plus, la liaison de cette fabrication à l'innovation constante dans la société elle-même. Par construction, si l'on peut dire, les armements se trouvent rapidement démodés par suite des progrès de la recherche, et, dialectiquement, cette obsolescence conduit à pousser encore plus celle-ci. Ce qui est intéressant ici, c'est de voir un processus de destruction massive d'une certaine production, les armes, s'effectuer sans que justement rien de matériel ne les détruise. Il n'y a pas de guerre, ou presque, et pourtant tout se passe comme si. Le tout entraîne de grands progrès techniques qui retombent sur la production civile, qui renvoie l'ascenseur, ses propres produits se retrouvant dans l'armement (électronique miniaturisée, informatique généralisée, nouveaux matériaux, etc.). Voilà un mécanisme d'auto-amplification dialectique comme les aime le système. Certes il entraîne aussi ses contradictions et un des problèmes du monde actuel est de maintenir la balance équilibrée entre ce secteur et les autres secteurs, même si la production d'armement, et c'est quelque chose de nouveau, est soumise aux lois du marché. La vente d'armes est quasi devenue une activité comme les autres sur le marché international.

Il est clair que toute cette activité fébrile ne se fait pas dans le calme. Même pendant les prétendues "trente glorieuses", le système d'économie mixte a connu des hauts et des bas. Les périodes de boom ont alterné avec celle de récession. Des chocs économiques divers ont été encaissés. Il en est résulté des krachs en bourse, des redistributions de pouvoir, des écroulements et disparitions de secteurs entiers d'activité. Dans les dernières années ce genre de bouleversement s'est encore accéléré, pouvant donner l'impression d'une crise rappelant celles du passé. La misère s'est accrue dans certaines couches de la population, le chômage de masse a fait sa réapparition. Tout cela montre que les difficultés intrinsèques à l'accumulation du capital n'ont pas cessé comme par enchantement. Mais, lorsque ces difficultés n'entraînent pas la contestation fondamentale du système par la classe des exploités, alors celui-ci se nourrit de ses propres contradictions. La marche est une succession de chutes entre lesquelles le marcheur récupère son équilibre dynamique. Il en va de même pour le capitalisme, il peut avoir l'air d'être en train de chuter, il se rétablira nécessairement si personne n'est là pour lui faire le croc en jambes mortel.

Par comparaison, les systèmes de capitalisme d'Etat donnent une belle image d'immobilisme, même si leurs taux de développement peuvent être gigantesques et faire illusion. Comme la majorité de ces pays en est encore au stade d'une certaine accumulation primitive, ils n'ont vu leur possibilité de développement que dans la création d'une puissante industrie lourde. Mais dans les conditions où celle-ci s'est faite ou se fait encore, elle ne peut que former la classe productrice qui lui est adaptée et qui reste profondément liée à une mentalité du type XIXe siècle, assez fortement conservatrice, et comme telle assez en accord avec la classe dominante, c'est-à-dire la bureaucratie, réactionnaire comme l'était la bourgeoisie du siècle dernier. Les rares personnes dynamiques sont allées et vont dans les secteurs militaires ou de la recherche scientifique, où ils ont été et sont fortement soumis à des

encadrement tatillons. Comme je l'ai fait remarquer plus haut, la production militaire classique, y compris celle des bombes atomiques et des fusées, fussent-elles destinées à expédier des satellites, ne pose pas de problèmes véritables et il n'y a pas à s'étonner ou s'émerveiller des résultats obtenus par les soviétiques dans ce domaine. Beaucoup plus difficile en revanche est déjà de réaliser la production militaire moderne avec ses ordinateurs miniaturisés, sa mise au rancart de moyens de destruction devenus continuellement obsolètes. J'ai remarqué plus haut que celle-ci est comme automatique dans la société capitaliste libérale, où elle résulte pratiquement du mode de fonctionnement de celle-ci. Ici il n'en va pas de même. Tout changement dans la technique militaire pose un problème considérable parce que rien n'est pour ainsi dire prêt à y répondre dans la production civile. D'une certaine manière, ce serait presque l'inverse. L'absence totale de dialectique est mortelle pour ce genre de système. Ainsi lorsque Reagan à la suite de Carter proposa de passer à l'IDS, mieux connue sous le nom de guerre des étoiles, on ne retint en Europe que le côté démesuré du projet (entourer la terre de satellites armés de fusées pour stopper les missiles intercontinentaux russes) et le fait qu'il ne pourrait être à cent pour cent efficace. Cette dernière remarque est probablement exacte, et de ce point de vue la réalisation de l'IDS n'aurait pas mis fin à l'équilibre de la terreur. Mais cette proposition eut un effet secondaire important : elle couronnait le processus qui montrait ouvertement que l'URSS ne pouvait pas "suivre". Paradoxalement, le capitalisme d'Etat a choisi, ou a été contraint par sa nature même de choisir, la montée en puissance de son armée, et c'est justement celle-ci qui révèle sa faiblesse sur le véritable champ de bataille, celui de la confrontation économique.

Car, dans le contexte de la paix surarmée, les contacts avec le monde extérieur sont inévitables, et la concurrence avec celui-ci est ouverte. Pour bien faire il faudrait passer à un système d'échange généralisé, devenir compétitif sur le marché international, créer une infrastructure de communication avec des routes convenables, bâtir un système de distribution et de stockage efficace, résoudre l'angoissant problème de l'agriculture et de la consommation la plus ordinaire. Vaste programme s'il en fut ! Même si on ne cherche pas à le réaliser vraiment, il faut néanmoins maintenir un certain équilibre avec le reste du monde ne serait-ce que dans le domaine militaire, et pour cela il faut procéder à un certain développement des moyens modernes. La télévision et le téléphone, d'ailleurs passablement rudimentaires, ont donc fait leur apparition et avec eux des informations un peu plus fiables sur le monde capitaliste ont commencé de circuler. Il est devenu alors difficile, pour le régime russe par exemple, de conserver inchangé le système hérité de Staline. Déjà Khrouchtchev avait tenté une telle transformation, mais, finalement contré par les conservateurs, avait du abandonner le pouvoir. Or le ver était en quelque sorte dans le fruit, et même bien avant l'arrivée de Nikita. A un certain stade de développement, la société doit évoluer, si elle ne peut le faire calmement elle le fera par la violence. L'accumulation primitive du capital, incarnée dans l'industrie lourde, menée par une classe dominante bureaucratique plus ou moins sclérosée, pourrait, dans un système complètement isolé, déboucher sur une société stagnante ou à évolution lente, passablement satisfaisante pour ceux qui en tirent des profits exorbitants par rapport au peuple local, mais ridicules par rapport au revenu salarial du moindre cadre de l'Occident. De ce point de vue on ne peut pas parler d'échec de la société bureaucratique. Elle a au fond réalisé ce qu'il lui était possible de faire dans les conditions qui lui étaient imposées, on serait tenté de dire qu'elle a rempli son rôle historique. Cependant elle se révèle d'une infériorité catastrophique lorsqu'elle est confrontée à un monde plus dynamique qu'elle. C'est une constante historique que voir disparaître une civilisation face à une autre qui lui est "supérieure", en particulier dans ses techniques et son mode de production. Et c'est bien ce qui se passe dans ce cas. Dans l'impossibilité d'échapper à la pression externe par la guerre, le système inférieur ne peut que capituler.

On peut ramener cette discussion sur la confrontation entre les deux systèmes dans le cadre conventionnel de la validité des lois générales de l'accumulation capitaliste telles qu'elles sont dégagées par Marx. Dans le langage marxiste classique, cette question prend la forme de la validité de la loi de la valeur. Si on ne voit dans celle-ci que la relation directe entre la production et le travail : le travail produit la valeur, alors elle s'applique à n'importe quelle société où le travail existe. Si on veut la voir comme liée directement à la réalisation de la plus-value par l'échange, elle n'existe que dans les pays de capitalisme libéral strict et parfait. Dans les pays de capitalisme mixte l'effet de la loi de la valeur est comme ajourné, renvoyé à plus tard, grâce aux interventions gouvernementales. Elle se fait finalement sentir, soit par l'intermédiaire de l'inflation, soit par celle de ces restructurations qui font écrouler des pans entiers de l'économie au profit d'autres. Dans les pays de capital d'Etat l'effet de la loi de la valeur est encore plus suspendu, puisque, en principe, l'Etat décide de tout sans jamais qu'aucun échange n'intervienne. Si le système était

parfait et isolé, la loi de la valeur cesserait même d'exister, et, de ce point de vue, le terme de capitalisme ne serait peut être pas tout à fait approprié pour décrire ce mode d'exploitation du travail. Or il n'y a pas sur terre de régions véritablement isolées, et aujourd'hui moins que jamais. La discussion sur la validité de la loi de la valeur prend donc un caractère académique. Le système de capitalisme d'Etat y devient nécessairement soumis, du moins sous la forme correspondant au capitalisme mixte, et son infériorité dans son mode d'exploitation du travail n'en devient que plus flagrante. C'est pourquoi bien des fractions de la classe dominante d'URSS veulent une évolution du système, et s'opposent au conservatisme de la bureaucratie traditionnelle. Le changement ne vient pas seulement d'une imposition externe, il résulte aussi d'une évolution interne. Clairement, il est extrêmement difficile à mener au bout. En général une classe dominante nouvelle ou renouvelée qui veut s'imposer contre une ancienne, doit avoir recours à une certaine aide de la classe dominée à laquelle elle concédera en retour certains avantages. Pour la fraction moderniste de la classe dominante russe, ces avantages sont essentiellement une montée de la consommation, accompagnée d'une certaine liberté quotidienne. Mais la classe dominée reste pour l'instant réservée, ne croyant guère au paradis de consommation et se méfiant de l'accroissement du travail qui l'accompagnerait. C'est pourquoi les évolutions que l'on a pu observer dans l'ancien glacis soviétique, se sont faites sur la base d'un nationalisme plus ou moins teinté de religion, et en tout cas de haine des Russes, assurant la cohésion nationale, permettant, dans la période d'affaiblissement du système bureaucratique, la "libération".

Par une de ces phrases condensées dont il avait le secret, Henk Canne Meijer a bien décrit le problème de ces pays de capital d'Etat : "la Russie", disait-il, "a voulu faire son accumulation primitive en dehors du capitalisme mondial, elle devra le payer et elle paiera." Elle paie en effet, mais reste à savoir si ce avec quoi elle paie satisfait ses "créanciers". On pouvait voir depuis longtemps des signes avant coureurs de cette capitulation. Ainsi l'aventure des bases de missiles à Cuba avait clairement montré où se trouvait la vraie puissance, et la fin du soutien à de nombreux mouvements de "libération nationale" en apportait une confirmation supplémentaire, en même temps qu'elle faisait paraître au grand jour l'incapacité de l'URSS de poursuivre sa politique d'affrontement avec les Etats-Unis. Cet abandon prémonitoire ne pouvait suffire. En lâchant pratiquement sans conditions tout son glacis de l'Europe de l'Est, l'URSS paie davantage, mais est-ce encore assez ? Car tout le problème du capital d'Etat est aujourd'hui, comme je l'ai dit plus haut, d'en venir à une sorte de capital mixte, plus ou moins calqué sur le capital occidental, de réussir ce qu'ont fait le Japon, l'Allemagne, et surtout l'Espagne : sortir d'un état totalitaire pour entrer dans une forme démocratique appropriée au type moderne d'exploitation de l'homme par l'homme. Vaste tâche qui exige à la fois la modification de la classe dominante et celle de la classe dominée, qui demande au moins la bienveillance du monde extérieur et même son aide. C'est bien pour cela qu'il faudra payer. Tout cet accomplissement, qu'il réussisse ou non, ne manquera pas de réserver des surprises.

Ici je veux m'intéresser aux effets de cette défection sur les tensions internationales. Ce qu'il faut dire avant toute chose, c'est qu'elle laisse pratiquement les mains libres au capital occidental, donc américain, et lui abandonne le soin de gérer le monde. Hier, les confrontations quelles qu'elles fussent se trouvaient embrigadées dans la confrontation plus générale Est-Ouest, et, paradoxalement, ligotées par cette dernière. Ni la Russie, ni les Etats-Unis n'autorisaient leurs protégés ou clients à dépasser certaines limites. Aujourd'hui une certaine liberté d'action est laissée à ces clients d'hier et l'attitude de l'Irak en fournit le premier exemple. La réaction des Etats-Unis, et d'ailleurs du capitalisme en général, est à l'évidence de toute première importance. Il convient donc d'examiner plus particulièrement la question du Moyen Orient.

Mais avant d'en venir à cette étude, remarquons qu'au cours des dernières années, le capitalisme occidental a fait disparaître les systèmes dictatoriaux par trop voyants et répugnants qu'il soutenait ou entretenait. Ainsi en va-t-il de Marcos, de Noriégas, mais aussi de Pinochet et des généraux argentins ou brésiliens, sans parler des grecs, ou même de Franco disparu tout seul. Ainsi en va-t-il aussi de l'Afrique du Sud qui a dû céder tant aux poussées des masses noires en révolte qu'à l'embargo généralisé qui la frappe depuis quelques années. Tout se passe comme si le système voulait imposer au monde entier son propre mode d'organisation qui lui paraît le mieux adapté à l'exploitation moderne. Bien entendu dans une grande partie des cas il ne s'agira que d'une caricature plus ou moins sinistre de la démocratie bourgeoise, elle-même déjà passablement glauque, comme le montrent, non seulement certains pays africains ou n'existe guère de production capitaliste digne de ce nom, mais encore la Corée du Sud ou

la Thaïlande, où en existe déjà une plus qu'embryonnaire.

Cette activité du capitalisme occidental, aussi factice qu'elle puisse sembler, montre en tout cas que celui-ci a repris toute confiance en lui-même. (L'avait-il jamais perdue ? c'est douteux.) Hier les contestataires s'en prenaient au capitalisme international, ou plutôt au capital américain présenté comme l'incarnation du diable. Dans un premier stade, l'idéologie stalinienne triomphait, en Europe et surtout en France, tant dans les couches ouvrières que parmi les intellectuels. Ce triomphe n'a pas pu résister à la montée de la prospérité capitaliste occidentale de l'après guerre ni à l'espèce de confinement et de reflux du monde soviétique qui l'a accompagnée. Cette idéologie a été supplantée par celle du tiers-mondisme. Certes, dans les pays colonisateurs, il était normal, obligé et justifié de s'opposer aux guerres coloniales, mais cette opposition a pris souvent le caractère d'une idéalisation des mouvements coloniaux de libération, présentés comme l'exemple d'une marche vers le bonheur socialiste. Cette glorification du faible contre le fort, du petit David colonisé contre le Goliath de préférence américain, est peut être compréhensible ou explicable, elle laisse en tout cas véritablement désarmé pour comprendre l'évolution du monde moderne et pour agir sur elle. Aujourd'hui, dans la situation qui résulte de l'effondrement relatif du bloc soviétique, elle devient complètement désincarnée. Elle voudrait encore prôner la victoire de nationalismes dans un contexte de capitalisme international généralisé. Ce faisant elle montre son caractère rétrograde, et de fait va dans le sens de la manipulation des oppositions nationales et religieuses que continuent de favoriser certaines fractions du capital mondial. Mais ceci nous ramène une fois encore aux problèmes du Golfe et du monde musulman en général. Il est temps d'y venir.

(.../...)

[Seconde partie disponible ici](#)